

Synthèse régionale

Une année 2014 encore difficile mais un peu meilleure que la tendance nationale

Après une année 2013 en demi-teinte, la situation économique reste difficile en 2014, notamment dans le secteur de la construction. Cependant, elle renoue avec une tendance moins dégradée que les années précédentes et n'est plus en décalage par rapport au contexte national.

Valérie Molina, Insee

Les signes encourageants perçus à la fin de l'année 2013, notamment la baisse du taux de chômage et le rebond de l'intérim, ne se sont pas poursuivis en 2014. L'emploi continue sa décrue et le taux de chômage est reparti à la hausse. Comparés aux années précédentes, ces résultats se révèlent toutefois moins dégradés et sans décalage par rapport au contexte national.

Une nouvelle année difficile

En Bretagne, l'emploi salarié marchand poursuit son repli et enregistre une perte de 2 000 salariés sur l'année 2014. La baisse est principalement due aux secteurs de la construction, du commerce de détail et de la fabrication de matériel de transport.

Dans le même temps, le taux de chômage repart à la hausse et le nombre de demandeurs d'emploi poursuit sa progression. L'augmentation du nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C atteint 7,2 %, soit une croissance supérieure à la moyenne nationale (6,4 %). Les personnes de 50 ans ou plus et les chômeurs de longue durée enregistrent les hausses les plus importantes.

Toujours pas d'embellie pour la construction

La construction demeure le point noir de l'économie. Parallèlement aux destructions d'emplois du secteur, les logements autorisés à la construction, les mises en chantier ainsi que les ventes de logements collectifs ou individuels chutent plus fortement en Bretagne qu'en France métropolitaine.

Dans le transport, malgré une légère reprise des immatriculations de véhicules, les trafics de passagers et de marchandises sont en baisse.

Du côté de l'activité agricole, même si les récoltes de céréales ont été satisfaisantes, les filières animales sont affectées par l'embargo russe et les cours des différents produits animaux régressent (excepté celui du lait). Les secteurs porcins et avicoles sont tendus et les mauvaises campagnes

s'accumulent pour les légumes de plein champ.

Enfin, les difficultés sociales perdurent. Le nombre de dossiers de surendettement des particuliers augmente légèrement alors qu'il diminue au niveau national. Par ailleurs, même si le nombre de bénéficiaires du RSA rapporté à la population est parmi les plus faibles (4,8 % contre 7,5 % en France métropolitaine), il a augmenté de 0,3 point dans l'année.

Mais une situation économique en amélioration

Si la Bretagne continue de perdre des emplois, la baisse régionale est plus limitée qu'en France métropolitaine (figure 1). En particulier, le secteur agroalimentaire repart de façon plus accentuée qu'au niveau national.

1 Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands

		Glissement annuel, en %		
		2012	2013	2014
Ensemble	Bretagne	-0,9	-1,0	-0,3
	France métropolitaine	-0,6	-0,3	-0,5
	Bretagne	-0,3	-0,7	0,2
Hors intérim	Bretagne	-0,4	-1,2	-0,3
	France métropolitaine	-0,2	-0,5	-0,4
	Bretagne	-0,2	-0,7	0,3
Construction	Bretagne	-1,9	-3,9	-3,4
	France métropolitaine	-1,1	-1,8	-3,5
	Bretagne	-0,8	-2,0	0,1
IAA	Bretagne	-1,4	-1,7	0,6
	France métropolitaine	-0,4	-0,9	0,1
	Bretagne	-1,0	-0,2	0,5

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs. Source : Insee, estimations d'emplois

L'impact des pertes d'emploi des dernières années est visible sur le taux de chômage qui augmente de la même façon qu'en moyenne nationale (+ 0,4 point). Toutefois la Bretagne figure encore parmi les régions ayant le plus faible taux de chômage avec l'Île-de-France, Rhône-Alpes et l'Auvergne. Le taux de chômage breton se situe à 8,9 % de la population active et celui de la France métropolitaine à 10 %.

Après trois années de baisse, la création d'entreprise repart en Bretagne. La hausse de 3,1 % est supérieure à la moyenne nationale (2,6 %). L'industrie et les services aux entreprises et aux particuliers tirent cette croissance. La création est stable dans la construction et le commerce, transports, hébergement et restauration.

Enfin, les bons résultats réalisés par l'économie touristique en 2013 se sont confirmés en 2014, grâce à la fréquentation des campings.

Des disparités départementales

Les évolutions d'emploi sont très contrastées selon les départements. L'Ille-et-Vilaine est le seul département créateur d'emplois et a retrouvé son niveau de fin 2007. Tous les autres perdent des emplois, plus particulièrement le Morbihan qui accuse une baisse de 1,1 % de ses salariés. C'est aussi le département ayant le plus fort taux de chômage de la région (9,5 % de la population active).

Des perspectives encourageantes

Au premier trimestre la reprise de l'activité au niveau national a été meilleure que prévu puisque la croissance a été de 0,6 %. Les premières données disponibles sur 2015 montrent que la Bretagne semble bénéficier de cette embellie. En effet, les créations d'entreprises hors auto entrepreneurs continuent de progresser, les défaillances d'entreprises baissent légèrement et les nuitées dans les hôtels en janvier et en février sont en hausse.

Le secteur de la construction reste pourtant en retrait avec un nombre de logements autorisés et commencés une nouvelle fois en baisse. Il en est de même pour le chômage avec un nombre de demandeurs d'emploi qui progresse toujours au premier trimestre.

Par rapport au niveau national, la tendance semble s'inverser en faveur de la Bretagne. En effet, contrairement aux années précédentes, les évolutions de ces différents indicateurs sont plus favorables dans la région qu'en France métropolitaine. ■

Cadrage national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

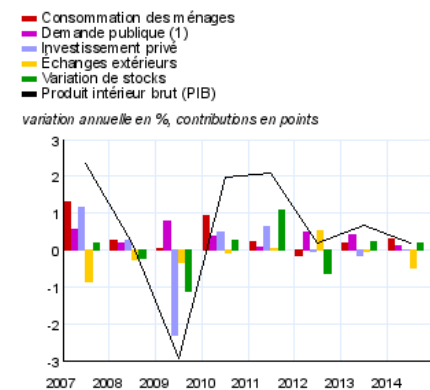
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013.

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2000

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

2 Le PIB et les opérations de biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2012	2013	2014		
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :					
- dépenses des ménages	0,2	0,6	0,9	1 464,80	0,7
- dépenses individualisables des administrations					
Consommation collective des administrations publiques	1,5	1,6	1,6	546	0,4
Formation brute de capital fixe, dont :					
- entreprises non financières	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- ménages	-0,2	0,5	2	248,8	0,2
- administrations publiques	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Exportations	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000

Avertissement : dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.